

Bruxelles, le 20.12.2017  
C(2017) 9101 final

**DÉCISION DE LA COMMISSION**

**du 20.12.2017**

**relative à la mesure individuelle en faveur du Burkina Faso à financer sur 11<sup>e</sup> Fonds  
européen de développement**

## DÉCISION DE LA COMMISSION

du 20.12.2017

### **relative à la mesure individuelle en faveur du Burkina Faso à financer sur 11<sup>e</sup> Fonds européen de développement**

LA COMMISSION EUROPÉENNE,

vu le traité sur le fonctionnement de l'Union européenne,

vu le règlement (UE) 2015/322 du Conseil du 2 mars 2015 relatif à la mise en œuvre du 11<sup>e</sup> Fonds européen de développement<sup>1</sup>, et notamment son article 9, paragraphe 1,

vu le règlement (UE) 2015/323 du Conseil du 2 mars 2015 portant règlement financier applicable au 11<sup>e</sup> Fonds européen de développement<sup>2</sup>, et notamment son article 26,

considérant ce qui suit :

- (1) La Commission a adopté le programme indicatif national pour le Burkina Faso pour la période 2014-2020<sup>3</sup> qui établit les priorités suivantes: i) la gouvernance, (ii) la santé, et (iii) la sécurité alimentaire et nutritionnelle, incluant l'agriculture durable et l'eau.
- (2) Le programme d'action annuel financé au titre de l'accord interne du 11<sup>e</sup> Fonds européen de développement (FED) (ci-après «l'accord interne»)<sup>4</sup> vise à contribuer principalement aux priorités: i) gouvernance, (ii) santé, et (iii) sécurité alimentaire et nutritionnelle, incluant l'agriculture durable et l'eau.
- (3) L'action intitulée «Programme d'appui au contrôle de l'exécutif (PACE)» vise à promouvoir une gestion saine des finances publiques en soutenant la convergence vers les normes régionales et à renforcer le système statistique national et les prévisions macroéconomiques. L'action sera mise en œuvre sous forme de projet (Gestion directe - subventions – appel à propositions; subventions – octroi direct).
- (4) Il y a lieu d'adopter une décision de financement dont les modalités sont fixées à l'article 94 du règlement délégué (UE) n°1268/2012 de la Commission<sup>5</sup> applicable en vertu de l'article 2 paragraphe 1 et de l'article 26 du règlement (UE) 2015/323.
- (5) Il y a lieu d'adopter un programme de travail en matière de subventions dont les modalités sont fixées à l'article 128, paragraphe 1, du règlement (UE, Euratom) n° 966/2012 et à l'article 188, paragraphe 1, du règlement délégué (UE) n° 1268/2012,

---

<sup>1</sup> JO L 58 du 3.3.2015, p. 1.

<sup>2</sup> JO L 58 du 3.3.2015, p. 17.

<sup>3</sup> Décision de la Commission relative à l'adoption du programme indicatif national entre l'Union européenne et le Burkina Faso (C(2014)3497 final du 03.06.2014).

<sup>4</sup> Accord interne entre les représentants des gouvernements des États membres de l'Union européenne, réunis au sein du Conseil, relatif au financement de l'aide de l'Union européenne au titre du cadre financier pluriannuel pour la période 2014-2020, conformément à l'accord de partenariat ACP-UE, et à l'affectation des aides financières destinées aux pays et territoires d'outre-mer auxquels s'appliquent les dispositions de la quatrième partie du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne, JO L 210 du 6.8.2013, p. 1

<sup>5</sup> Règlement délégué (UE) n° 1268/2012 de la Commission du 29 octobre 2012 relatif aux règles d'application du règlement (UE, Euratom) n° 966/2012 du Parlement européen et du Conseil relatif aux règles financières applicables au budget général de l'Union, JO L 362 du 31.12.2012, p. 1.

applicable en vertu de l'article 2 paragraphe 1 et de l'article 37, paragraphe 1 du règlement (UE) 2015/323. Le programme de travail est énoncé dans l'annexe.

- (6) L'ordonnateur responsable peut attribuer des subventions sans appel à propositions sous réserve que les conditions applicables aux exceptions aux appels à propositions prévues à l'article 190 du règlement délégué (UE) n°1268/2012, applicable en vertu de l'article 2 paragraphe 1 et de l'article 37, paragraphe 1, du règlement (UE) 2015/323 soient remplies.
- (7) Il convient de permettre le paiement d'intérêts de retard sur la base de l'article 92 du règlement (UE, Euratom) n° 966/2012 et de l'article 111, paragraphe 4, du règlement délégué (UE) n° 1268/2012, applicables en vertu de l'article 2 paragraphe 1 et de l'article 29, paragraphe 1, du règlement (UE) 2015/323.
- (8) La mesure prévue par la présente décision ne relève pas des catégories de mesures pour lesquelles l'avis préalable du comité est requis. Il convient d'informer le comité du Fonds européen de développement institué par l'article 8 de l'accord interne de la présente décision dans un délai d'un mois à compter de son adoption.

DÉCIDE :

#### *Article premier*

##### **Adoption de la mesure**

La décision de la Commission relative à la mesure individuelle en faveur du Burkina Faso à financer sur le 11<sup>e</sup> Fonds européen de développement présentée dans l'annexe, est adoptée.

La mesure comporte l'action suivante :

- Annexe : Programme d'appui au contrôle de l'exécutif (PACE).

#### *Article 2*

##### **Contribution financière**

La contribution maximale de l'Union européenne pour la mise en œuvre de la mesure visée à l'article 1<sup>er</sup> est fixée à 5 000 000 EUR et est financée sur le 11<sup>e</sup> Fonds européen de développement.

La contribution financière prévue au premier alinéa peut aussi couvrir les intérêts de retard.

#### *Article 3*

##### **Modalités de mise en œuvre**

Les éléments exigés par l'article 94, paragraphe 2, du règlement délégué (UE) n° 1268/2012 applicable en vertu de l'article 2 paragraphe 1 et de l'article 26 du règlement (UE) 2015/323 sont énoncés dans l'annexe.

L'ordonnateur compétent peut attribuer des subventions sans appel à propositions conformément à l'article 190 du règlement délégué (UE) n° 1268/2012 applicable en vertu de l'article 2 paragraphe 1 et de l'article 37 paragraphe 1 du règlement (UE) 2015/323.

#### *Article 4*

##### **Modifications non substantielles**

Les augmentations ou les diminutions de 10 000 000 EUR maximum n'excédant pas 20 % de la contribution fixée à l'article 2, premier alinéa, ou les modifications cumulées des crédits alloués à des actions spécifiques n'excédant pas 20 % de cette contribution, de même que les prolongations de la période de mise en œuvre, ne sont pas considérées comme substantielles au sens de l'article 94, paragraphe 4, du règlement délégué (UE) n° 1268/2012, applicable en vertu de l'article 2 paragraphe 1 et de l'article 26 du règlement (UE) 2015/323, pour autant qu'elles n'aient d'incidence significative ni sur la nature ni sur les objectifs des actions.

L'ordonnateur compétent peut adopter ce type de modifications non substantielles dans le respect des principes de bonne gestion financière et de proportionnalité.

Fait à Bruxelles, le 20.12.2017

*Par la Commission*  
*Stefano Manservigi*

*Directeur général*